NOUS NE PAIERONS PAS LA CRISE DES CAPITALISTES

Fédération Syndicale Mondiale
la cgt
Conseil Régional PACA

Il ne s'agit pas d'attendre « le monde d'après». D'autant plus quand il est porté par ceux qui sont responsables du « monde de maintenant». Dès à présent, l'intérêt général doit prévaloir sur la loi du marché et les intérêts particuliers d'une classe qui continue de s'enrichir quand des millions de personnes sont plongés dans la pauvreté, la précarité et le chômage, quand des millions de travailleurs voient leur salaire baisser.

CASSE DES DROITS SOCIAUX, LIBERTÉS INDIVIDUELLES ET COLLECTIVES : UN 2ÈME VIRUS S'ABAT SUR LES TRAVAILLEURS

HONTE AU GOUVERNEMENT

La crise sanitaire dont les gouvernements successifs sont responsables en ayant réduit les budgets notamment celui de l'hôpital public sert de prétexte au gouvernement pour finir son œuvre de destruction massive du code du travail et des droits sociaux :

- **Durée quotidienne maximale portée à 12h et durée hebdomadaire jusqu'à 60 heures**
- **Possibilité ouverte aux employeurs d'imposer ou de modifier unilatéralement les RTT, les jours de repos et les Congés annuels**
- **Dérogation au repos dominical**
- **Repos compensateur réduit à 9h**
- **Allongement du travail pour les travailleurs de nuit jusqu'à 12h au lieu de 10h**
- **modifications des règles de versement de l'intéressement**

Augmenter le temps de travail, donc prendre du salaire aux travailleurs, serait devenu un remède efficace contre le Covid 19, personne ne peut y croire !

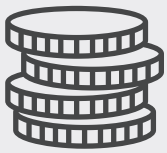
Dans le même temps, tout un arsenal réduisant les libertés se met en place, tentant d'empêcher les travailleurs de s'organiser et de se défendre :

- **Modification des règles des instances représentatives du personnel**
- **Refus d'abroger l'ordonnance ayant supprimés les CHSCT**
- **Menace sur les élus du personnel**
- **Sanction d'inspecteurs du travail**
- **Contrôles permanents**
- **Entrave à la liberté de circulation**
- **Entrave au droit à l'information syndicale.**

HONTE AUX CAPITALISTES

La crise sanitaire sert de prétexte pour sauver le capitalisme d'une crise économique plus violente que celle de 2008. Ils n'ont qu'une idée en tête, sauver un système qui leur permet de continuer à s'enrichir sur le travail des autres, de s'accaparer l'immense majorité des richesses produites.

Alors qu'une immense partie des travailleurs est en chômage partiel, que les artisans et les petites entreprises peinent pour ne pas fermer, les patrons et actionnaires du CAC 40 continuent de se gaver d'aides publiques et d'exonérations !



En plus du CICE, des milliards d'euros leur sont versés, toujours sans aucune contre partie.

Une fois de plus l'argent de l'Etat, donc le nôtre, est le recours pour socialiser les pertes, pendant que les profits continuent. Les plans de licenciement perdurent. Les dividendes continuent d'être versés aux actionnaires pendant que les travailleurs sont placés pour certains en chômage partiel et pour d'autres voient leur temps de travail augmenter.

Une partie des travailleurs a continué de produire au risque de leur vie. Le risque sanitaire est toujours présent alors, si les conditions de sécurité ne sont pas requises, **faisons-nous entendre par le droit de retrait et par la grève.**

DANS LA 6ÈME PUISSANCE ÉCONOMIQUE MONDIALE, LES MOYENS EXISTENT POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DES POPULATIONS.

Ensemble exigeons :

- **L'abrogation de la loi d'urgence du 23 mars 2020 et des ordonnances en matière en matière de congés payés, de durée du travail et de jour de repos**
- **La réduction du temps de travail à 32h et l'augmentation du SMIC à 1.800 € ainsi que les pensions et les minimas sociaux sur cette base**
- **L'interdiction de versement des dividendes aux actionnaires.**
- **L'interdiction des plans de licenciement**
- **Que les richesses produites servent aux investissements productifs, aux salaires et à l'amélioration des conditions de travail**
- **Des moyens pour le service public et la fonction publique : abrogation de CAP22, de la loi Touraine…**
- **La protection des plus précaires : abrogation de la réforme de l'assurance chômage ; gratuité des biens de première nécessité ; bloquer les prix ; prorogéer sine die de la trêve hivernale…**
- **Des sanctions pour les spéculateurs**
- **Le rétablissement de l'Impôt Sur le Fortune (ISF)**
- **La construction d'un plan de relance**

RIEN N'EMPÊCHERA LES SALARIÉS, LE RETRAITÉS, LES PRIVÉS D'EMPLOI DE SE MOBILISER ET DE SE BATTRE

LA CGT ORGANISE LA RÉSISTANCE MÊME AVEC LES CONTRAINTES DES GESTES BARRIÈRES ET DE LA DISTANCIATION PHYSIQUE.

MANIFESTATION EN VOITURES LE 19 MAI, DÉPART À 18H PORTE D'AIX